

DEPARTEMENT
<b>VAR</b>
CANTON
<b>SAINTE MAXIME</b>
COMMUNE
<b>CAVALAIRE SUR MER</b>

REPUBLIQUE FRANCAISE

-----  
Liberté - Egalité - Fraternité  
-----

**N° 0161.2024.AR**

## **ARRETE MUNICIPAL**

### **LE MAIRE DE LA COMMUNE DE CAVALAIRE SUR MER**

**OBJET** : *Livraison de containers et montage de la Plage des Dauphins (Sarl TLM 2008), Voie Hubert Germain*

- VU** Le Code Général des Collectivités Territoriales, Notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-4 et L.2213-1,
- VU** Le Code de la Route, notamment ses articles L130-4, L325-1 et suivants, R325-12 et suivants, R110-2, R411-18, R411-25 et suivants et R417-10,
- VU** Le Code Pénal, notamment son article R.610-5,
- VU** L'instruction ministérielle sur la signalisation routière (livre I – 4<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> parties – signalisations de prescription et temporaire) approuvée par arrêtés ministériels modifiés,
- VU** L'ensemble des arrêtés municipaux portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire communal,
- VU** La demande formulée **Société TLM 2008, n°78 Chemin des Virgiles – 83120 Sainte-Maxime**  
**Contact : Mme Sophie MOURGUES**  
**Tél. 04.94.49.12.22 - Mail. [contact@tlm2008.fr](mailto:contact@tlm2008.fr)**

**CONSIDERANT** Qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation et de stationnement, de veiller à la sécurité des usagers de la voie publique,

**CONSIDERANT** Que cette demande concerne **la livraison et la mise en place des containers pour le compte de la Plage des Dauphins représentée par Mr François BEAULIEUX (Tél. 04.94.64.18.45 – Mail. [beaulieux.fr@gmail.com](mailto:beaulieux.fr@gmail.com)), au moyen d'une grue automotrice, semis (PTAC – 48T/19T) et 1 camion bras (PTAC – 26T/32T) de la Société TLM 2008 positionnés sur la voie CP au droit de la dite plage,**

**CONSIDERANT** Qu'il importe que cette livraison et ces manœuvres puissent être exécutées dans de bonnes conditions et que la sécurité soit assurée,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** La livraison des containers et l'installation de la plage s'effectueront en 2 étapes :  
**La livraison sera effectuée le Lundi 25 Mars 2024**

**Le montage sera effectué le Mardi 02 Avril 2024**

Positionnement des véhicules de la Sarl TLM 2008 sur la voie Hubert GERMAIN au droit de ladite plage

Mise en place d'un périmètre de sécurité et d'une pré signalisation en aval et en amont de l'intervention.

Dérogation de tonnage accordée aux véhicules de la Sarl TLM 2008.

**ARTICLE 2**

La Sarl TLM 2008 se chargera de la mise en place des différents dispositifs comprenant barrières, panneaux, périmètre de sécurité et tous les éléments de pré signalisation et de signalisation nécessaires.

Elle sera la seule responsable des incidents ou accidents pouvant survenir du fait de leur absence ou insuffisance.

**ARTICLE 3**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté publié par voie d'affichage sont constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlement en vigueur.

Les véhicules en infraction concernant le stationnement seront considérés comme gênant au sens de l'article R.417-10 du Code de la route et pourront notamment faire l'objet d'une mise en fourrière aux frais de leurs propriétaires.

**ARTICLE 5**

Si des dégradations de la chaussée et/ou de ses dépendances, des trottoirs et du mobilier urbain sont constatées par les agents de la commune, l'entreprise devra remettre en état tous les désordres qui pourraient survenir lors des passages et des opérations de levage.

**ARTICLE 6**

Monsieur le Directeur Général des Services, Madame la Directrice de Cabinet, Monsieur l'Adjoint au Maire Délégué à l'Occupation du Domaine Public, Monsieur l' Adjoint au Maire Délégué aux Travaux et à la Voirie, Madame la Directrice de l'Aménagement Durable, Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de la Croix Valmer, Monsieur le Chef du Centre de Secours, Monsieur le Chef du Service de la Police Municipale, Monsieur le Responsable de la Sarl TLM 2008, Monsieur le Responsable de la Plage des Dauphins sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

**POUR EXTRAIT CONFORME**  
**Cavalaire-sur-Mer, le 26/02/2024**

**Philippe VANDEVELDE**  
Adjoint Délégué à l'Occupation  
Du Domaine public



La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'État et de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification).

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)